

Principales évolutions des usages de drogues à Paris entre 2002 et 2008 à partir des données du dispositif TREND

Sandrine Halfen, Isabelle Grémy, ORS Ile-de-France

L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies a mis en place depuis 1999 un dispositif national intitulé TREND, Tendances récentes et nouvelles drogues, visant à repérer les nouvelles tendances de consommation de drogues.

Deux espaces d'observation sont privilégiés : l'espace urbain et les espaces festifs. L'espace urbain concerne, pour l'essentiel, des personnes rencontrées dans les Caarud (Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues) ainsi que dans des lieux « ouverts » tels que la rue et les squats. Les espaces festifs désignent les lieux dans lesquels se déroulent des événements festifs, que ceux-ci soient commerciaux (clubs, discothèques, bars, concerts, soirées, etc.) ou non (free parties, teknivals, squats artistiques).

L'ORS Ile-de-France a assuré la coordination du site parisien TREND entre 2002 et 2008. A partir de 2009, la poursuite du dispositif TREND Paris a été confié par l'OFDT à l'association Charonne.

Cette plaquette revient sur les principales évolutions observées à Paris durant ces sept années de coordination.

Le dispositif TREND repose sur un réseau de sites d'observation en France. Il a pour objectif de fournir, en complément d'autres dispositifs existants, des éléments de connaissance sur les phénomènes émergents liés aux drogues. Ces éléments doivent permettre de disposer d'informations précoces, afin d'élaborer des réponses rapides en termes de décisions publiques, d'activité ou de comportement des usagers.

Outre la veille documentaire, les outils, essentiellement de type qualitatif, utilisés dans le cadre du dispositif TREND à Paris, comme dans les autres sites, sont les suivants :

- l'observation ethnographique des usages dans l'espace urbain et les espaces festifs ;
- la réalisation d'un groupe focal réunissant des professionnels de santé et d'un groupe focal réunissant des fonctionnaires de police ;
- une enquête auprès d'équipes en charge de structures de réduction des risques, dans les espaces urbain et festif.

Nous remercions vivement tous les partenaires du dispositif TREND Paris entre 2002 et 2008 pour leur très précieuse et fidèle collaboration.

Principales tendances 2002-2008 concernant les usagers et les contextes

Amélioration de l'état de santé des usagers de drogues

L'épidémie importante de VIH/sida parmi les usagers de drogues utilisant la voie injectable a conduit les pouvoirs publics à mettre en place, à partir de la fin des années quatre-vingts, la politique de réduction des risques, consistant à informer les usagers de drogues des risques liés à leur consommation et des moyens de les limiter, à faciliter l'accès au matériel d'injection, à mettre à disposition des traitements de substitution aux opiacés pour les usagers souhaitant s'engager dans cette démarche et, de façon plus générale, à améliorer la prise en charge sanitaire et sociale en favorisant les contacts avec les usagers de drogues (en particulier à travers le dispositif médico-social, dit de première ligne). Cette politique a entraîné une réduction importante de l'usage d'héroïne en France, des pratiques d'injection, et, pour les

usagers utilisant la voie injectable, des pratiques de partage des seringues. D'un point de vue épidémiologique, elle a tout d'abord permis une diminution sensible du nombre de décès par surdoses. A Paris, alors qu'environ une centaine de décès par surdose était, chaque année, enregistré dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, ce chiffre serait désormais d'une dizaine chaque année. Cette politique a aussi permis de réduire de façon très notable les contaminations par le VIH chez les usagers de drogues injecteurs, comme en témoigne notamment le faible nombre de nouveaux diagnostics VIH chez les usagers de drogues (1% des découvertes de séropositivité à Paris entre 2003 et 2007). Parallèlement, on note un faible nombre d'usagers de drogues découvrant leur séropositivité à un stade tardif, attestant d'un bon recours au dépistage parmi cette population. Ainsi, à Paris, parmi les personnes diagnostiquées au stade sida

entre 2003 et 2007, 13% de celles contaminées par voie injectable ignoraient qu'elles étaient séropositives au moment du diagnostic et n'ont donc pas pu bénéficier de traitements antirétroviraux avant le stade sida. Ce pourcentage atteint 57% parmi les personnes contaminées par voie hétérosexuelle et 30% par voie homosexuelle. En revanche, cette politique de réduction des risques n'a pas permis de réduire de façon notable l'incidence du virus de l'hépatite C (VHC). Les données TREND collectées en 2006 dans différentes structures parisiennes accueillant les usagers de drogues montrent que les contaminations interviennent rapidement dans le parcours de consommations des usagers injecteurs, du fait de pratiques de partage du matériel servant à l'injection encore fréquentes. Les observations issues de TREND Paris permettent aussi de noter une amélioration générale de l'état de santé des usagers reçus dans les structures, avec, en particulier, un recul des complications infectieuses de type abcès parmi les usagers injecteurs.

Moindre spécificité des caractéristiques des usagers de chaque produit

Les données issues du dispositif TREND Paris permettent de noter, depuis plusieurs années, que les caractéristiques des usagers associées à chaque produit semblent moins spécifiques qu'auparavant, montrant la poursuite de la diffusion des usages dans de nouveaux groupes. Pour illustrer ce phénomène, deux produits peuvent être cités. Alors que l'héroïne était jusqu'à présent principalement utilisée par des usagers désinsérés, ces dernières années ont vu l'émergence d'usagers socialement insérés, avec des consommations ponctuelles d'héroïne et des usages destinés à « gérer la descente » de stimulants. Pour le crack, qui était principalement consommé par des usagers très désinsérés et désocialisés, la diffusion de la consommation peut être notée parmi des usagers plus insérés, fréquentant, par exemple, les espaces festifs non commerciaux. Le produit est alors appelé free base et est préparé par les usagers eux-mêmes, à partir de la cocaïne. La diffusion des usages semble donc se faire dans des populations davantage insérées qu'auparavant.

Émergence d'usagers de drogues du milieu festif dans les centres pour toxicomanes

Les observations recueillies depuis 2002 dans le cadre du dispositif TREND Paris montrent que la frontière entre les caractéristiques des usages de drogues dans l'espace urbain et dans les espaces

festifs est plus perméable qu'auparavant, en termes de produits consommés, de fréquences de consommation et de mode d'administration des produits. On note, en effet, de plus en plus de passage d'une consommation dite récréative à un usage hors d'un cadre festif, dans un contexte de précarité, avec des modes de consommation plus problématiques sur la plan sanitaire (utilisation de la voie injectable, par exemple). Ces évolutions ont entraîné un accroissement de la visibilité de personnes, issues des milieux festifs non commerciaux, dans les structures médico-sociales destinées aux toxicomanes au cours de ces dernières années. Les usagers issus des milieux festifs qui fréquentent ces structures semblent être, en général, les plus précaires et les plus désocialisés d'entre eux, parfois nomades ou en errance. La plupart du temps, ils maintiennent des relations, occasionnelles ou régulières, avec des groupes rassemblés autour d'une culture alternative. Certains d'entre eux s'en sont néanmoins complètement coupés, et ont un mode de vie proche de celui des usagers très marginalisés fréquentant le Nord-Est de Paris. Ces usagers se caractérisent par leur basculement dans un mode de vie très précaire, une polyconsommation incontrôlée et un isolement par rapport aux groupes de pairs dont ils faisaient partis. Les consommations de ces usagers se caractérisent par une tendance à utiliser une plus grande diversité et de produits et de modes d'administration que les usagers des structures non issus des espaces festifs.

Errance des usagers de crack et évacuations successives des squats

Les observations conduites dans le cadre du dispositif TREND Paris depuis 2002 montrent la récurrence des phénomènes associés à l'errance des usagers de crack désocialisés et marginalisés, selon un modèle désormais connu : évacuation policière d'un squat collectif entraînant une présence importante des usagers de crack ainsi qu'une multiplication des lieux de revente et de consommations dans les rues du Nord-Est parisien. Ces situations génèrent alors des phénomènes de violence et des situations de tension entre les usagers de drogues (dans la rue, dans les structures accueillant les toxicomanes) ainsi qu'entre les usagers et les riverains soumis à des nuisances importantes. S'ensuit la dispersion des usagers dans de nouveaux squats puis le recentrage du trafic, et parfois des phénomènes de prostitution, autour de ces lieux jusqu'à l'évacuation suivante. Les usagers de crack vivant dans ces squats apparaissent

généralement très désocialisés, dans une situation de précarité sociale particulièrement marquée, avec des modes de vie très chaotiques et un état sanitaire dégradé. Or, les modes de consommations semblent d'autant plus présenter de risques sanitaires que les conditions dans lesquelles elles s'exercent sont précaires. Ainsi, les usagers vivant dans des squats

ou étant sans abri sont probablement les plus vulnérables, dans la mesure où les consommations se déroulent fréquemment dans des conditions d'urgence et de grande insalubrité, favorisant les pratiques de consommation à risque (partage du matériel de consommation, consommations en groupe, réutilisation des seringues, etc.).

Principales tendances 2002-2008 concernant les produits

Hausse des consommations d'alcool dans les espaces festifs

Chez les usagers de drogues précarisés, rencontrés dans les structures d'accueil, l'alcool est systématiquement retrouvé dans les polyconsommations. Il intervient comme produit d'accompagnement, procurant un effet de « défonce » et permettant aussi de « potentialiser » les effets des autres produits. Dans les espaces festifs observés dans le dispositif TREND Paris, les consommations d'alcool sont importantes, très visibles et, sans doute, en augmentation. L'usage orienté vers la recherche d'ivresse (ou *binge drinking*) s'est développé au cours de ces cinq dernières années et semble de plus en plus fréquent, notamment chez les plus jeunes. Les premières consommations importantes d'alcool semblent aussi intervenir plus tôt qu'auparavant, vers 13-14 ans. Les usages des plus jeunes se tourneraient principalement vers les premix et la bière (souvent mélangée à des sirops). Ces boissons seraient appréciées pour leur forte teneur en sucre, masquant le goût de l'alcool.

Disponibilité fluctuante du cannabis et développement de l'autoproduction

A Paris, alors que la disponibilité du cannabis était élevée et plutôt orientée à la hausse jusqu'en 2004, on observe, depuis lors, une disponibilité relativement fluctuante. L'année 2005 aura, en effet, été marquée par une pénurie importante durant près d'un semestre. Les années 2006 et 2007 auront alterné des périodes de disponibilité importante et de relatives pénuries et, en 2008, la disponibilité aura été, constante et élevée. Ces fluctuations du marché pourraient s'expliquer, en partie, par la baisse importante de la production de résine de cannabis au Maroc, principal producteur mondial de résine, et par la réorganisation probable du trafic. La disponibilité fluctuante de cannabis ainsi que la suspicion causée par l'utilisation de plus en plus fréquente de produits de coupe avec le cannabis (grains de sable, quartz alpha, microbilles de verre, etc.) semblent contribuer à favoriser le

développement de l'autoproduction chez les usagers réguliers. Celle-ci est facilitée par l'offre croissante, sur Internet, de matériels servant à l'autoproduction et de graines de cannabis d'origines variées ainsi que par les forums de discussion ou les blogs expliquant les techniques de l'autoproduction.

Accroissement de la disponibilité et de l'accessibilité de l'héroïne

La quasi-totalité des observateurs du dispositif TREND Paris signale depuis quatre ans un accroissement de la disponibilité de l'héroïne à Paris. Ceci semble pouvoir être mis en perspective avec le fait que la superficie totale des cultures de pavot à opium en Afghanistan (qui fournit actuellement 92% de la production mondiale d'opium illicite) a nettement augmenté depuis 2005. L'héroïne brune, décrite par les observateurs TREND comme étant désormais « très disponible » dans certains secteurs de Paris, serait également plus accessible qu'auparavant, du fait d'une multiplication des points de vente et d'une diversification des modes d'approvisionnement (contact par téléphone ou dans la rue, achat dans des bars, des lieux extérieurs, livraison en appartement, etc.). Cette hausse de la disponibilité et de l'accessibilité s'accompagne d'une diversification des caractéristiques des usagers d'héroïne, montrant la diffusion du produit parmi de nouveaux groupes, en particulier parmi des populations plus insérées, consommant l'héroïne le plus souvent en la sniffant ou en inhalant la fumée produite par la combustion du produit (technique dite « chasser le dragon »).

Diffusion et banalisation de la cocaïne

Tous les observateurs du dispositif TREND Paris s'accordent, depuis 2003, sur le fait que l'usage de la cocaïne tendrait à se développer, ceci dans un contexte général de hausse des consommations en Europe. Le terme revenant le plus fréquemment par les observateurs pour évoquer ce phénomène est celui d'une « démocratisation » du produit. La cocaïne a, en effet, longtemps été réservée à des

catégories sociales aisées et la baisse de son prix l'a rendue plus accessible à d'autres catégories. Néanmoins, il semblerait que cette baisse des prix soit surtout liée au fait que la cocaïne vendue à plus faible prix soit davantage « coupée » avec d'autres produits moins coûteux que la cocaïne. Dans une enquête conduite par l'OFDT en 2006 sur des échantillons parisiens de cocaïne, la moitié avait une teneur en cocaïne inférieure à 29 %. Pour autant, la cocaïne bénéficie d'une image relativement positive parmi les usagers (drogues de la fête, de l'efficacité, de la performance, etc.), et les risques sanitaires, tant ceux de dépendance au produit qu'infectieux, sont nettement sous-estimés par les consommateurs. Ces risques semblent davantage sous-estimés par les usagers fréquentant exclusivement les espaces festifs commerciaux dans lesquels les actions de prévention des risques liés à l'usage de drogues sont encore très limitées, contrairement aux espaces festifs non commerciaux où des structures de réduction des risques interviennent depuis plus d'une décennie.

Modifications des usages et contextes de consommation de l'ecstasy

L'ecstasy est l'un des produits illicites (si ce n'est le produit) le plus disponible et accessible dans les espaces festifs, que ceux-ci soient commerciaux ou « alternatifs ». Il reste un produit banalisé et populaire parmi les personnes fréquentant les espaces festifs, notamment ceux de musiques électroniques. Néanmoins trois tendances observées entre 2002 et 2008 peuvent être décrites. Tout d'abord, l'engouement général pour l'ecstasy, qui était observé en 2002, semble avoir progressivement diminué. En effet, l'image moins positive du produit pourrait être liée aux effets sanitaires de l'usage de l'ecstasy (maux de tête, nausées, malaises, etc.) ainsi qu'à la suspicion sur les produits de coupe, souvent utilisés dans les comprimés. D'autre part, ces deux dernières années ont vu le développement de la consommation, par voie nasale, de poudre d'ecstasy, plus valorisée par les usagers que les comprimés, car considérée comme étant plus « pure ». Enfin, ces années ont vu l'intégration de l'ecstasy dans des séquences de consommation, alors que le produit était davantage consommé seul au début des années 2000. L'ecstasy est, désormais, souvent associé à

l'alcool, au cannabis, à la cocaïne ou aux amphétamines, pour amplifier ou moduler les effets. Pour la « descente », des benzodiazépines ou des opiacés peuvent aussi être utilisés. Les problèmes de dépression et d'anxiété après ces épisodes de consommations sont fréquemment décrits.

Disponibilité stable des médicaments en trafic de rue mais prix en hausse

Les médicaments psychotropes détournés vendus dans la rue semblent connaître une disponibilité relativement stable à Paris, si on se réfère aux trois-quatre dernières années et cela, malgré quelques courtes périodes de baisse de la disponibilité, liée aux mesures prises pour lutter contre le trafic de médicaments psychotropes. Citons notamment à partir de 2005, les contrôles exercés par l'Assurance maladie, tant auprès d'assurés que de médecins généralistes (contrôles qui se sont renforcés en 2008) et, entre 2006-2007, les interpellations répétées de professionnels de santé impliqués dans les trafics de médicaments. Ces différentes mesures ont conduit les revendeurs à mettre en place de nouvelles stratégies (prises de contact avec de nouveaux médecins et des pharmacies installés dans des quartiers parisiens ou des villes franciliennes peu touchées par les phénomènes de toxicomanie, développement du vol et de la revente d'ordonnances et de cartes vitales, etc.). Si ces stratégies de contournement ont permis d'assurer une disponibilité relativement stable des médicaments sur le marché illicite, elles ont entraîné une moindre visibilité des trafics dans la rue, ainsi qu'une hausse importante du prix de revente des médicaments, liée à la difficulté plus grande des revendeurs à se les procurer. En 2003, par exemple, le comprimé de Subutex® (8 mg) était vendu en moyenne 1 euro, en 2008, il était vendu 3 à 5 euros. Des tendances comparables sont notées pour le Skénan®, avec des gélules vendues en 2008 jusqu'à 10 euros l'unité contre 2 euros en 2004. On peut donc faire le constat que les contrôles exercés sur la mise à disposition des médicaments conduisent à rendre la vente de rue moins visible et à réduire l'accessibilité de ces derniers. Parallèlement, si cette réglementation ne parvient pas à agir sur la disponibilité des médicaments sur le marché illicite, elle contribue à la hausse de leur prix.